

Pour l'application de l'alinéa précédent est considéré comme un métier lourd :

- le travail en équipes successives, plus précisément le travail en équipes en au moins deux équipes comprenant deux travailleurs au moins, lesquelles font le même travail tant en ce qui concerne son objet qu'en ce qui concerne son ampleur et qui se succèdent dans le courant de la journée sans qu'il n'y ait d'interruption entre les équipes successives et sans que le chevauchement excède un quart de leurs tâches journalières, à condition que le travailleur change alternativement d'équipes;

- le travail en services interrompus dans lequel le travailleur est en permanence occupé en prestations de jour où au moins 11 heures séparent le début et la fin du temps de travail avec une interruption d'au moins 3 heures et un nombre minimum de prestations de 7 heures. Par permanent il faut entendre que le service interrompu soit le régime habituel du travailleur et qu'il ne soit pas occasionnellement occupé dans un tel régime.

- le travail dans un régime tel que visé dans l'article 1^{er} de la convention collective de travail n°. 46, conclue le 23 mars 1990 et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990.

Après avis du Conseil National du travail, la notion de métier lourd peut être adapté par arrêté, délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 4. Le présent arrêté s'applique à toutes les premières demandes ou demandes de prolongation d'allocations d'interruption qui prennent cours après le 31 décembre 2011.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent d'application :

1^o à toutes les premières demandes ou demandes de prolongation d'allocations d'interruption qui ont été reçues par l'Office national de l'Emploi avant le 24 décembre 2011, pour autant que l'employeur ait reçu un avertissement écrit du travailleur avant le 28 novembre 2011;

2^o au travailleur âgé d'au moins 50 ans qui bénéficiait déjà en 2011 d'allocations d'interruption en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 12 décembre 2011, lors de la première demande de prolongation après le 31 décembre 2011, en application de l'article 6 tel qu'il était d'application au 31 décembre 2011.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 décembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Arrêté royal du 12 décembre 2001, *Moniteur belge* du 18 décembre 2001.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 3489 [2011/206455]

28 DECEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant
le système d'interruption de carrière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant les dispositions sociales, notamment l'article 103^{quater}, inséré par la loi du 10 août 2001, modifié par la loi du 24 décembre 2002 et la loi du 27 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

Voor de toepassing van het vorige lid wordt als zwaar beroep beschouwd :

- het werk in wisselende ploegen, meer bepaald de ploegenarbeid in minstens twee ploegen van minstens twee werknemers, die hetzelfde werk doen, zowel qua inhoud als qua omvang en die elkaar in de loop van de dag opvolgen zonder dat er een onderbreking is tussen de opeenvolgende ploegen en zonder dat de overlapping meer bedraagt dan één vierde van hun dagtaak, op voorwaarde dat de werknemer van ploegen alterneert;

- het werk in onderbroken diensten waarbij de werknemer permanent werkt in dagprestaties waarvan de begintijd en de eindtijd minimum 11 uur uit elkaar liggen met een onderbreking van minstens 3 uur en minimumprestaties van 7 uur. Onder permanent verstaat men dat de onderbroken dienst de gewone arbeidsregeling van de werknemer vormt en dat hij niet occasioneel in een dergelijke dienst wordt tewerkgesteld;

- het werk in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990.

Het begrip zwaar beroep kan, na advies van de Nationale Arbeidsraad, bij een in Ministerraad overlegd besluit aangepast worden."

Art. 4. Dit besluit is toepasselijk op alle eerste aanvragen of verlengingsaanvragen voor onderbrekingsuitkeringen die ingaan na 31 december 2011.

In afwijking van het vorige lid, blijven de bepalingen toepasselijk vóór de inwerkingtreding van onderhavig besluit, van toepassing :

1^o op alle eerste aanvragen of verlengingsaanvragen voor onderbrekingsuitkeringen die vóór 24 december 2011 werden ontvangen bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, voor zover de werkgever vóór 28 november 2011 schriftelijk op de hoogte werd gebracht door de werknemer;

2^o voor de werknemer van minstens 50 jaar, die in toepassing van artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit van 12 december 2011 reeds onderbrekingsuitkeringen genoot in 2011, bij de eerste verlengingsaanvraag na 31 december 2011 in toepassing van dit artikel 6 zoals het gold op 31 december 2011.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Art. 6. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 december 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Koninklijk besluit van 12 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 18 december 2001.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 3489 [2011/206455]

28 DECEMBER 2011. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het stelsel van loopbaanonderbreking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid artikel op 103^{quater}, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002 en de wet van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 décembre 2011;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 15 décembre 2011;

Vu l'accord du Ministre au Budget, donné le 16 décembre 2011;

Vu le protocole n° 174/1 du 22 décembre 2011 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la notification budgétaire 2012 prévoit qu'à partir du 1^{er} janvier 2012 le droit aux allocations d'interruption pour les travailleurs est limité à 60 mois maximum durant la carrière professionnelle. Pour réaliser l'économie prévue de 52 millions en 2012 dans le contexte d'interruption de carrière dans les secteurs public et privé, cette mesure doit effectivement entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2012. En outre l'Office national de l'Emploi doit être capable d'adapter les applications à temps pour que cette mesure puisse démarrer effectivement au 1^{er} janvier 2012. L'Office national de l'Emploi ne peut commencer les adaptations nécessaires qu'au moment où elle a obtenu la sécurité juridique que cette mesure sera effectivement exécutée;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 5 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, modifié par l'arrêté royal du 10 août 1998, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 2. L'article 8, § 1^{er} du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 10 août 1998, l'alinéa premier est remplacé comme suit :

« Le droit aux allocations d'interruption pour les travailleurs visés à l'article 7 est limité à 60 mois maximum durant la carrière professionnelle avant l'âge de 50 ans. Pour le calcul des 60 mois, il n'est pas tenu compte de la réduction des prestations pendant les périodes visées à l'article 7bis. »

Art. 3. A l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, remplacé par l'arrêté royal du 4 juin 1999, les mots "72 mois" sont remplacés par les mots "60 mois".

Art. 4. A l'article 116, § 1^{er} de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, remplacé par l'arrêté royal du 10 juin 2002, les mots "septante-deux mois" sont remplacés par les mots "soixante mois".

Art. 5. Aux articles 4 et 6, § 3 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations, les mots "72 mois" sont remplacés par les mots "60 mois".

Art. 6. A l'article 64, § 1^{er} de l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire, remplacé par l'arrêté royal du 14 juillet 2004, les mots "septante-deux mois" sont remplacés par les mots "soixante mois".

Art. 7. A l'article 93 du même arrêté royal, remplacé par l'arrêté royal du 14 juillet 2004, les mots "septante-deux mois" sont remplacés par les mots "soixante mois".

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden van toegestaan aan de personeelsleden van de rijkenbesturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 december 2011;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 15 december 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2011;

Gelet op het protocol 174/1 van 22 december 2011 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overhedsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de begrotingsnotificatie van 2012 voorziet met ingang van 1 januari 2012 dat de toekenning van onderbrekingsuitkeringen voor de werknemers wordt beperkt tot een maximum van 60 maanden gedurende de beroepsloopbaan. Om de voorziene besparing van 52 miljoen euro in het kader van loopbaanonderbreking in de openbare en private sector in 2012 te realiseren, moet deze maatregel effectief in werking treden op 1 januari 2012. Ook de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening moet tijdig de nodige aanpassingen kunnen doorvoeren om deze maatregel effectief te laten starten op 1 januari 2012. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kan pas starten met deze nodige aanpassingen eens ze over de rechtszekerheid beschikt dat deze maatregel effectief zal worden doorgevoerd;

Op de voordracht van de Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1998, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 2. Artikel 8, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het recht op onderbrekingsuitkeringen voor de werknemers bedoeld in artikel 7 wordt beperkt tot maximum 60 maanden gedurende de beroepsloopbaan vóór de leeftijd van 50 jaar. Voor de berekening van de 60 maanden wordt geen rekening gehouden met de vermindering van de arbeidsprestaties gedurende de periodes bedoeld in artikel 7bis. »

Art. 3. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999, worden de woorden "72 maanden" vervangen door de woorden "60 maanden".

Art. 4. In artikel 116, § 1, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden van toegestaan aan de personeelsleden van de rijkenbesturen, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juni 2002, worden de woorden "tweeëenzeventig maanden" vervangen door de woorden "zestig maanden".

Art. 5. In artikelen 4 en 6, § 3 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, worden de woorden "72 maanden" vervangen door de woorden "60 maanden".

Art. 6. In artikel 64, § 1 van het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 juli 2004, worden de woorden "tweeëenzeventig maanden" vervangen door de woorden "zestig maanden".

Art. 7. In artikel 93 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 juli 2004, worden de woorden "tweeëenzeventig maanden" vervangen door de woorden "zestig maanden".

Art. 8. Le présent arrêté s'applique à toutes les premières demandes ou les demandes de prolongation pour les allocations d'interruption qui prennent cours après le 31 décembre 2011.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent d'application à toutes les premières demandes ou les demandes de prolongation pour allocations d'interruption reçues avant le 24 décembre 2011 par l'Office national de l'Emploi, pour autant que l'employeur ait reçu un avertissement écrit du travailleur avant le 28 novembre 2011.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier janvier 2012.

Art. 10. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Ministre qui la Justice dans ses attributions, le Ministre qui a le Budget dans ses attributions et le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 28 décembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,
chargé de la Fonction publique,
S. VANACKERE

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre du Budget,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Modernisation des Services publics,
H. BOGAERT

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Arrêté royal du 2 janvier 1991, *Moniteur belge* du 12 janvier 1991.

Arrêté royal du 12 aout 1991, *Moniteur belge* du 27 aout 1991.

Arrêté royal du 19 novembre 1998, *Moniteur belge* du 28 novembre 1998.

Arrêté royal du 7 mai 1999, *Moniteur belge* du 29 mai 1999.

Arrêté royal du 16 mars 2001, *Moniteur belge* du 3 avril 2001.

Art. 8. Dit besluit is van toepassing op alle eerste aanvragen of verlengingsaanvragen voor onderbrekingsuitkeringen die ingaan na 31 december 2011.

In afwijking van het vorige lid, blijven de bepalingen toepasselijk vóór de inwerkingtreding van onderhavig besluit, van toepassing op alle eerste aanvragen of verlengingsaanvragen voor onderbrekingsuitkeringen die vóór 24 december 2011 werden ontvangen bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, voor zover de werkgever vóór 28 november 2011 schriftelijk op de hoogte werd gebracht door de werknemer.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, de Minister bevoegd voor Justitie, de Minister bevoegd voor Begroting en de Minister bevoegd voor Werk, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 28 december 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
belast met Ambtenarenzaken
S. VANACKERE

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Begroting,
O. CHASTEL

De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Diensten,
H. BOGAERT

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Koninklijk besluit van 2 januari 1991, *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 1991.

Koninklijk besluit van 12 augustus 1991, *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 1991.

Koninklijk besluit van 19 november 1998, *Belgisch Staatsblad* van 28 november 1998.

Koninklijk besluit van 7 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 1999.

Koninklijk besluit van 16 maart 2001, *Belgisch Staatsblad* van 3 april 2001.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 3490

[2011/206460]

28 DECEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2011;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 15 décembre 2011;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2011;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 3490

[2011/206460]

28 DECEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, artikel 4, 1e lid, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2011;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening gegeven op 15 december 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 16 december 2011;